



JUREM !

Les Juristes En Marche !

JUREM !

Les Juristes En Marche !

Le comité **JUREM** fait partie des groupes affinitaires du mouvement *La République En Marche !*

Il a été créé en novembre 2016 afin de susciter le débat sur les questions de droit et de Justice.

Le Comité se caractérise par son esprit de dialogue, d'ouverture ainsi que son interprofessionnalité. Il réunit ainsi les professionnels du droit dans leur diversité :

- Magistrats
- Avocats
- Notaires
- Huissiers
- Mandataires & administrateurs judiciaires
- Greffiers & assistants de Justice
- Juristes d'entreprise
- Universitaires
- Etudiants
- Professionnels de l'insertion
- Entrepreneurs des *legaltechs*
- Editeurs juridiques
- Juristes de la fonction publique
- Etc.

Le Comité connaît un réel engouement auprès de centaines de professionnels du droit qui partagent la même volonté de rénovation profonde et de modernisation de la Justice afin de promouvoir une Justice plus accessible, plus rapide et plus efficace.

Les Conférences / Débats JUREM !

Janvier 2017

« *Justice 2.0* » avec **Louis Degos**, avocat et Président de la Commission Prospective du Conseil National des Barreaux

« *Les attentes des juristes d'entreprise* » avec **Stéphanie Fougou**, Présidente de l'Association Française des Juristes d'Entreprise (AFJE) et **Marc Mossé**, Directeur juridique & affaires publiques de Microsoft Europe

Février 2017

« *Présentation du rapport remis au Garde des Sceaux sur l'avenir de la profession d'avocat* » par **Kami Haeri**, avocat et ancien membre du Conseil de l'Ordre

« *Bien juger à l'heure de l'intelligence artificielle* » avec **Antoine Garapon**, Secrétaire général de l'Institut des Hautes Etudes sur la Justice

« *L'évolution du rôle du Juge en matière de droit du travail* » avec **Gilles Bélier**, Membre du Haut Conseil pour le Dialogue Social

Mars 2017

« *La défense des droits fondamentaux par le droit européen* » avec **Jean-Pierre Mignard**, avocat

« *La politique pénale française et européenne* » avec **Frédéric Baab**, représentant de la France à Eurojust, et **Valéry Turcey**, Président de Chambre de l'instruction

« *Soirée de libre expression juridique* », avec plus de 25 intervenants dont les professeurs **Bruno Dondero** (MOOCs), **Dominique Rousseau** et **Pierre Servan-Schreiber** (AMCO)

Avril 2017

« *Les enjeux de la politique pénale et carcérale* » avec **Eric Halphen**, magistrat

« *Présentation du programme Justice d'Emmanuel Macron* » au QG de campagne par **Julia Minkowski**, avocate, **Xavier Hubert**, magistrat, et **Romain Dupeyré**, avocat et animateur de JUREM

Mai 2017

« *Proposition d'états généraux des professions juridiques* » avec **Nicolas Guérin**, Président du Cercle Montesquieu et **Louis Vogel**, Président honoraire de l'Université Paris 2 et maire de Melun

« *La moralisation de la vie publique* » avec **Noëlle Lenoir**, ancienne ministre, ex-membre du Conseil constitutionnel et déontologue de l'Assemblée nationale, **William Bourdon**, avocat fondateur de l'association Sherpa et **Philippe Portier**, président de l'Association des Avocats Lobbyistes

Juin 2017

« Redonner confiance dans la vie démocratique » avec **René Dosière**, député, auteur de l'ouvrage « Argent, Morale et Politique » (Seuil)

« Le service public numérique de la Justice » conjointement avec **Open Law**

Juillet 2017

« Le projet de réforme du Code du travail » avec **Antoine Lyon-Caen**, professeur & avocat aux Conseils, et **Damien Delevallée** directeur du droit du travail à l'UIMM

« Justice Numérique et Legal-Tech, Quel avenir pour les professions du droit ? », avec **Mounir Mahjoubi**, Secrétaire d'État au Numérique

Septembre 2017

« Les ordonnances sur le droit du travail » avec **Jean-Yves Frouin**, Président de la Chambre sociale de la Cour de cassation

« Les ordonnances sur le droit du travail : les arbitrages politiques » avec **Pierre-André Imbert**, Conseiller social du Président de la République

« Le programme Justice numérique du quinquennat à venir », **Romain Dupeyré**, avocat, Nuit des Legaltech de l'Incubateur du Barreau de Paris

Octobre 2017

« La loi Sécurité intérieure et de lutte contre le terrorisme » avec **Raphaël Gauvain** et **Guillaume Gouffier-Cha**, députés et rapporteurs de la loi auprès de la Commission des lois et de la Commission de la défense nationale de l'Assemblée nationale

Novembre 2017

« La loi de finances 2018 » avec **Emilie Carriou**, vice-présidente de la Commission des Finances et **Laurent Martel**, Conseiller fiscalité et prélèvements obligatoires auprès du Président de la République Emmanuel Macron et du Premier Ministre

« Le processus législatif : 1^{er} retour d'expérience six mois après les élections législatives », avec **Yaël Braun-Pivet**, députée de la 5^e circonscription des Yvelines et présidente de la Commission des lois de l'Assemblée nationale

Décembre 2017

« Le projet de loi sur les violences faites aux femmes » avec **Marlène Schiappa**, Secrétaire d'État et de l'Égalité entre les femmes et les hommes, **Laetitia Avia** et **Erwan Balanant**, députés et membres de la Commission des lois, et **Elisabeth Moiron-Braud**, secrétaire générale de la MIPROF

Février 2018

« Echanges sur le projet de Loi PACTE » avec **Philippe Arraou**, Président d'honneur de l'Ordre des experts comptables, chargé par le Premier ministre d'une mission en faveur de la numérisation des TPE PME et membre de l'un des groupes de travail constitué par Bercy pour l'élaboration du PACTE, **Luc-Eric Krief**, entrepreneur et Membre de la commission croissance des TPE/PME du MEDEF, et **Jean-Francois Doucède**, Greffier auprès du Tribunal de commerce de Bobigny et membre du GIE Infogreffe

Mars 2018

« Echanges sur le projet de Loi PACTE » avec **Benjamin Griveaux**, Secrétaire d'Etat, Porte-parole du Gouvernement, **Agnès Touraine**, Présidente de l'Institut Français des Administrateurs et chargée de mission dans le cadre de la consultation relative au PACTE; **Olivia Grégoire**, Députée, **Jean-Noel Barrot**, Député, Vice-président de la commission des finances, **Malo Carton**, Conseiller spécial Bercy en charge de la rédaction du projet de loi Pacte ; **Clémentine Gallet**, Présidente de Coriolis Composite et chargée de mission pour la loi PACTE

« Réforme de la formation professionnelle : vers un big bang ? », avec **Alain Drulles**, Expert en charge de la réforme de la formation professionnelle pour la Délégation Générale à l'Emploi et à la Formation Professionnelle (DGEFP)

« Le projet de loi Justice en débat », avec **Jean-George Betto**, Avocat, membre du Conseil de l'Ordre de Paris, Président du Think Tank cabinet de croissance, et **Romain Dupeyré**, avocat

Avril 2018

« Les technologies au service de la Justice » à Rennes, avec **Yann Queinnec**, directeur général d'affectio Mutandi, **Xavier Ronsin**, premier président de la cour d'Appel de Rennes, **Jacques Lévy-Véhel**, chercheur mathématicien, **Charlotte Hugo**, avocate au barreau de Paris

« La Justice pénale dans le projet de loi de programmation sur la Justice » au Touquet, avec **Tiphaine Auzière**, avocate, **Laurence Marchandin**, directrice du SPIP de Douai, **Dimitri Houbbron**, député, membre de la commission des lois, **David Layani**, président du groupe OnePoint

Juin 2018

« L'intelligence artificielle: considérations juridiques » avec **Charly Berthet**, Responsable juridique du Conseil du Numérique et Rapporteur de la mission Villani, **Thierry Bedoin**, Chief Digital Officer de la Banque de France et **Su Yang**, expert FinTech ACPR, en charge de la nouvelle task force sur l'intelligence artificielle dans la finance, et **François Campana**, Responsable juridique de la Direction de l'Information Légale et Administrative (DILA)

« Le sens de la peine: prison ouvertes, travail d'intérêt général, etc. » avec **Sonya Djemni Wagner**, Conseillère justice du Président de la République, **Caroline Abadie**, Député de l'Isère et membre de la commission des lois, et **Julia Minkowski**, Avocate pénaliste et co-auteur du rapport sur le sens de la peine remis à la Garde des Sceaux

Septembre 2018

« L'extraterritorialité des sanctions américaines » avec **Pascal Lamy**, Président émérite de l'Institut Jacques Delors, **Dominique Perben**, avocat, ex Garde des Sceaux, **Delphine O**, députée, Membre de la commission des affaires étrangères, et **Raphaël Gauvain**, député, membre de la commission des lois

Octobre 2018

« Débat sur le Projet de loi Justice » à Nice avec **Alexandra Valetta Ardisson**, députée, **Philippe Soussi**, Avocat au Barreau de Nice, Adjoint au Maire de Nice et Conseiller départemental des Alpes-Maritimes et Valentin Cesari, bâtonnier de Nice

« La loi de finances 2019 » avec **Emilie Carriou**, vice-présidente de la Commission des Finances et **Laurent Martel**, Conseiller fiscalité et prélèvements obligatoires auprès du Président de la République Emmanuel Macron et du Premier Ministre

« La réforme des institutions », avec **Yaël Braun-Pivet**, députée de la 5^e circonscription des Yvelines et Présidente de la Commission des Lois à l'Assemblée Nationale

Février 2019

« Brexit: No deal, no hope ? », avec **Alexandre Holroyd**, député LREM de la 3^e circonscription des Français de l'étranger

Avril 2019

« L'attractivité de l'économie française et les réformes en cours », avec **Agnès Pannier**, Secrétaire d'Etat à l'Economie

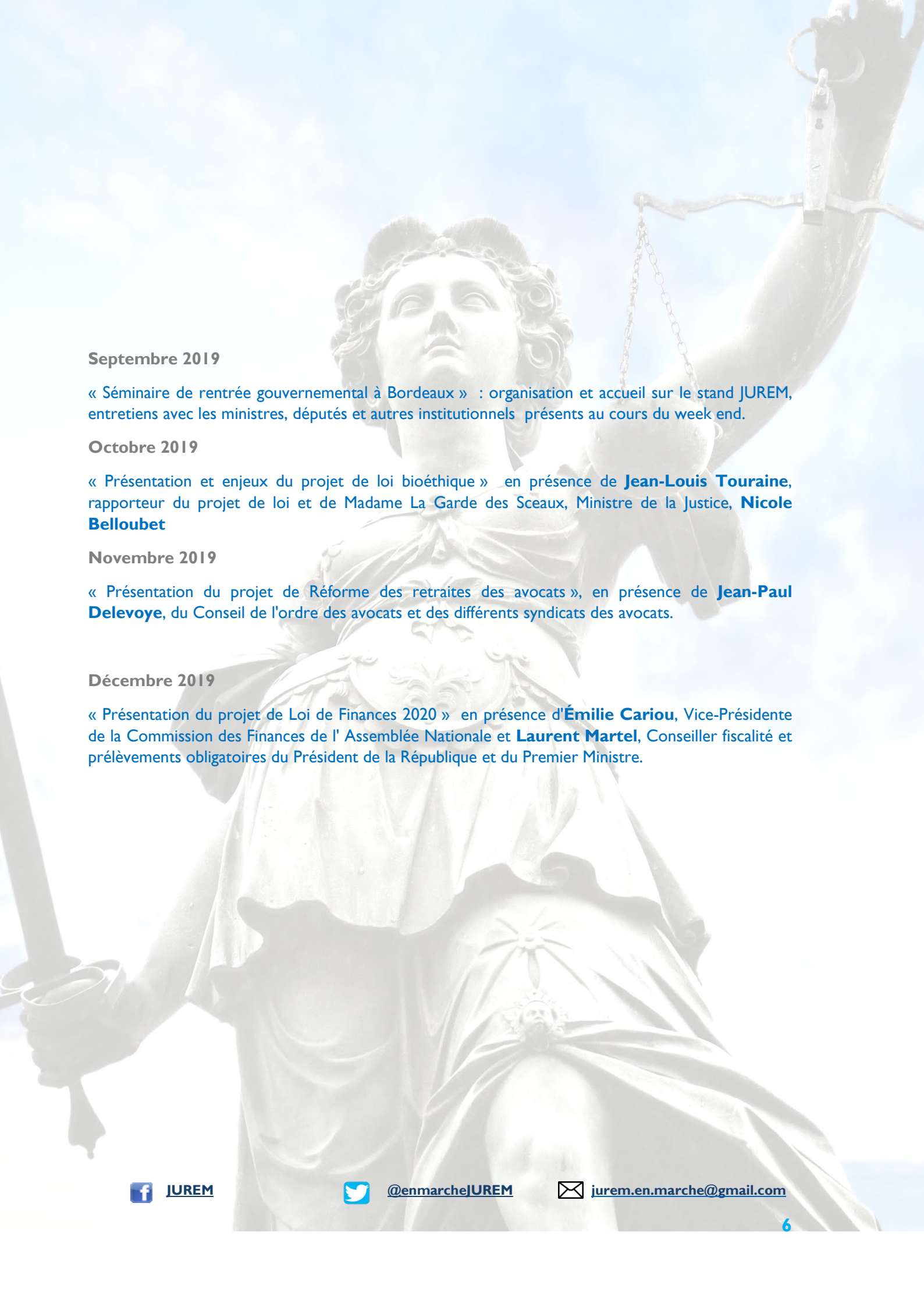
Mai 2019

« Projet de loi de réforme de la fonction publique » avec **Olivier Dussopt**, Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Action et des Comptes publics

Juin 2019

« Cybersécurité : souveraineté et risques économiques, quels enjeux ? », avec **Jean-Michel Mis**, Député de la Loire, Vice-Président du groupe d'études Cybersécurité et souveraineté numérique, **Bénédicte Pilliet**, Présidente du CyberCercle, Matthieu CORDIER, CFO d'Orange Cyberdéfense, **Vincent Desroches**, Chef de division adjoint à l'ANSSI (Division Management de la Sécurité Numérique) et **Jean-Louis Gergorin** et **Leo Isaac-Dognin**, co-auteurs de l'ouvrage « Cyber, la guerre permanente », respectivement ancien vice-président en charge de la stratégie d'EADS (Airbus) et consultant en transformation numérique

« Réduction des déchets plastiques et développement de l'économie circulaire » avec **Caroline Janvier**, Députée, co-rapporteuse du rapport parlementaire sur la stratégie européenne sur les matières plastiques, **Baptiste Perrissin-Fabert**, Directeur de Cabinet de Brune Poirson, **Sophie Bonnier**, Directrice R&D Eco-conception chez Citeo, **Christophe Marie**, Directeur Développement Durable du groupe Aptar, **Alexandre Dechelotte**, Co-Fondateur de l'association Plastic Odyssey et **Johanna Niedzialkowski**, Co-Fondatrice de l'association Bas Les Pailles



Septembre 2019

« Séminaire de rentrée gouvernemental à Bordeaux » : organisation et accueil sur le stand JUREM, entretiens avec les ministres, députés et autres institutionnels présents au cours du week end.

Octobre 2019

« Présentation et enjeux du projet de loi bioéthique » en présence de **Jean-Louis Touraine**, rapporteur du projet de loi et de Madame La Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, **Nicole Belloubet**

Novembre 2019

« Présentation du projet de Réforme des retraites des avocats », en présence de **Jean-Paul Delevoye**, du Conseil de l'ordre des avocats et des différents syndicats des avocats.

Décembre 2019

« Présentation du projet de Loi de Finances 2020 » en présence d'**Émilie Cariou**, Vice-Présidente de la Commission des Finances de l'Assemblée Nationale et **Laurent Martel**, Conseiller fiscalité et prélèvements obligatoires du Président de la République et du Premier Ministre.

Une présence active sur les réseaux sociaux

➤ + de 1.500 abonnés sur notre page Facebook **JUREM – Les Juristes En Marche !**

➤ + de 3.500 followers sur Twitter **@enmarcheJUREM**

➤ + de 400 membres sur la **plateforme en-marche.fr**

➤ + de 600 abonnés sur **LinkedIn**

Une forte exposition médiatique

Le Monde du Droit
Le Magazine des Professions Juridiques

« En Marche ! a son think tank dédié aux questions de droit et de justice »
- 13 janvier 2017

LE NOUVEL
Observateur

« Emmanuel Macron : les conseillers judiciaires qui se préparent dans l'ombre » - 14 février 2017

Affiches
PARISIENNES

« Romain Dupeyré : Un avocat 'En marche' » - 16 février 2017

Option
DROIT & AFFAIRES

« Rapport Haeri : quel avenir pour la profession d'avocat » - 15 février 2017

BFM TV
NEWS 24/7

Grand Angle : « 'Macron academy' et groupes de réflexion : dans les coulisses de la campagne d'En Marche ! » - 21 février 2017

Le Point

« Les propositions en matière de rénovation de la Justice » - 14 avril 2017

Libération

« Tribunaux : Macron, le juste candidat » - 19 avril 2017

Affiches
PARISIENNES

« La moralisation de la vie publique est en marche ! » - 17 mai 2017

FRANCE
24

« Moralisation de la vie publique : la réforme est lancée » - 25 mai 2017

FRANCE
24

« Loi de moralisation de la vie publique : Un projet crédible ? » - 14 juin 2017

actuEL | **Direction Juridique**
Un journal en ligne des Éditions Législatives

« La justice 2.0, bientôt en marche ? » - 20 juin 2017

LA LETTRE A
LA LETTRE DE TOUS LES POUVOIRS

« Tapis rouge pour les avocats d'En Marche ! » - 6 juillet 2017

PUBLIC
SÉNAT

« La loi sur la régulation de l'action publique en débat » - 10 juillet 2017

VILLAGE DE
LA JUSTICE
La communauté des métiers du Droit

« Les think tanks juridiques, une autre façon de porter l'innovation » - 10 juillet 2017

f **JUREM**

t **@enmarcheJUREM**

e **jurem.en.marche@gmail.com**

**Affiches
PARISIENNES**



Le Monde du Droit
Le Magazine des Professions Juridiques

Le Point



**PUBLIC
SÉNAT**



**Affiches
PARISIENNES**



**PUBLIC
SÉNAT**

Les Echos



Le Monde

« La flexisécurité à la française, principale ambition de la réforme du droit du travail » - 21 juillet 2017

« LegalTech : Conférence 'Justice numérique' » - 24 juillet 2017

« JUREM : Tiphaine Auzière, marraine des nouvelles technologies juridiques » - 25 septembre 2017

« Plus les avocats entreprendront, plus l'accès à la justice sera simple pour tous » - 5 octobre 2017

« L'outil numérique est une formidable opportunité de développement pour les avocats et une chance pour les citoyens » - 16 octobre 2017

« Numérisation et modernisation de la Justice » - 24 octobre 2017

« Juristes en marche, rencontre avec Romain Dupeyré et Mylène Boché-Robinet » - 3 novembre 2017

« Comment fabrique-t-on les lois ? L'éclairage de Yaël Braun-Pivet » - 29 décembre 2017

« Dans les pas des Juristes En Marche » - 10 janvier 2018

« Les Chantiers de la Justice en 2018 » - 15 janvier 2018

« Les juristes d'entreprise gagnent en influence » - 12 février 2018

« JUREM, une nouvelle manière pour les juristes de peser dans les réformes » - 21 mai 2018.

« Il est possible de moderniser et de rapprocher la justice du citoyen dans l'espace et dans le temps » - 17 janvier 2019



@enmarcheJUREM



jurem.en.marche@gmail.com

Un Comité force de propositions

Le Comité participe aux projets de réformes à l'aide des nombreuses notes préparées par ses membres, comme sur les thèmes suivants :

- ✓ Les professions du droit & les nouvelles technologies juridiques
- ✓ Le droit pénal et carcéral
- ✓ Le droit social et la formation professionnelle
- ✓ La lutte contre les défaillances d'entreprise
- ✓ Les modes alternatifs de règlement des litiges

Le Comité **JUREM !** a échangé, expliqué et défendu le programme Justice d'Emmanuel Macron à de nombreuses reprises. Il a été reçu dans par la Chancellerie dans le cadre de 3 des 5 chantiers de la Justice lancés au mois d'octobre 2017, à savoir la modernisation de la procédure civile, de la procédure pénale et le sens de la peine.

JUREM ! ce sont aussi des publications scientifiques. Par exemple « *La réforme de la Justice prud'homale après la Loi Macron : Etat des lieux et analyse* » par Lydia Hamoudi (Village de la Justice, 12 avril 2017).

Nos contributions

1. **L'ingénierie** : Participer à l'élaboration des réformes en matière de droit & de Justice par des propositions et des forums de discussion
2. **L'ingénierie inversée** : Assurer la pédagogie des réformes pour permettre une meilleure appréhension par leurs destinataires

Les axes de réformes :

ENGAGER LA RÉVOLUTION NUMÉRIQUE DE LA JUSTICE

« Je propose que, comme d'autres services publics, la justice dispose d'une **interface numérique** permettant à tous, justiciables et avocats, de se renseigner, de demander l'aide juridictionnelle, de saisir directement les juridictions en ligne pour les contentieux les plus simples, de suivre ses affaires en ligne et de **conduire les procédures de manière entièrement dématérialisée**, des conclusions et échanges de pièces à la décision rendue ».

Emmanuel Macron, la Gazette du Palais, mars 2017

HFDEM

RESTAURER L'EFFICACITÉ TERRITORIALE DE LA JUSTICE

- Nous mettrons en place dans chaque département un tribunal de première instance qui regroupera tous les contentieux : de proximité, complexes ou spécialisés
- Nous remplacerons les sites des anciennes juridictions par des **points d'accès numériques** à l'ensemble des procédures, permettant d'accueillir et de conseiller les justiciables

HFDEM

ENGAGER LA RÉVOLUTION NUMÉRIQUE DE LA JUSTICE

La numérisation reposera sur deux engagements essentiels :

- Le renforcement des accueils physiques des justiciables pour permettre le contact humain indispensable à la complexité des situations
- La **simplification radicale des procédures civiles** vers une unité possible

HFDEM

FACILITER L'ACCÈS À L'AIDE JURIDICTIONNELLE

- Nous mettrons en place une **procédure d'accès à l'aide juridictionnelle numérisée**
- Nous généraliserons le principe d'une **assurance assistance juridique** pour permettre la prise en charge totale ou partielle de la rémunération de l'avocat au titre de l'aide juridictionnelle

HFDEM

MODERNISER LES PROCÉDURES PÉNALES PAR LE NUMÉRIQUE

« Dès la plainte ou les premières constatations faites par les policiers ou les gendarmes, la procédure sera dressée sous un **format numérique**. La transmission au parquet et au juge sera effectuée de **manière dématérialisée**. Ainsi, selon l'orientation de la procédure, les magistrats et les greffiers auront accès au dossier, qui sera utilisé de la première instance à l'appel et à la cassation. Les **avocats** auront également accès aux procédures dans ce cadre ».

Emmanuel Macron, la Gazette du Palais, mars 2017

HFDEM

ENGAGER LA RÉVOLUTION NUMÉRIQUE DE LA JUSTICE

Aujourd'hui, la justice reste étouffée par la lourdeur des pièces et des dossiers. Elle demeure trop souvent noyée par le papier.

- Nous créerons un service public numérique de la justice, avec un portail unique d'accès sur le modèle de **impots.gouv.fr**, qui concernera toutes les étapes d'un contentieux

HFDEM

SE DONNER LES MOYENS DE LUTTER CONTRE LA DELINQUENCE EN COL BLANC

« Je crois nécessaire de créer au niveau de chacune des cours d'appel au moins une antenne de l'**Office central de lutte contre la corruption et les infractions financières et fiscales** (OCLCIFI) au sein de laquelle seront nommés des enquêteurs issus de tous les corps spécialisés en cette matière ».

Emmanuel Macron, la Gazette du Palais, mars 2017

HFDEM

Une interaction avec les différents acteurs de la réforme :

